

Les étudiants dans le rouge : l'impact de l'endettement étudiant

Extraits de « *Endettement étudiant : État des lieux, déterminants et impacts* », Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), chercheur : Louis-Philippe Savoie

L'endettement étudiant est un sujet qui dérange. Personne ne veut voir ses enfants partir avec une longueur de retard dans la vie. Dans le reste du Canada, on commence à mesurer les impacts néfastes de cette dette.

Au Québec, ce type de dette touche très largement la population étudiante et touche plus particulièrement ceux qui sont le plus à risque d'interrompre leurs études ou tout simplement de ne pas aller à l'université : les étudiants en provenance d'un milieu à faible revenu, les étudiants de première génération et les étudiants parents. De plus, l'Aide financière aux études (AFE) offre un support déficient qui pousse de plus en plus les universitaires vers le crédit privé.

Notons aussi que le travail en cours d'études, qui a des impacts négatifs sur la performance scolaire, est de plus en plus fréquent chez les étudiants et constitue dans bien des cas une méthode pour limiter l'endettement, phénomène qui ne sera qu'aggravé par la hausse des frais de scolarité.

L'endettement est sans conteste un obstacle important à l'accessibilité à toutes les étapes du projet d'études : il est un frein à l'inscription chez les étudiants ayant une forte aversion à l'endettement, un facteur de risque pour le décrochage scolaire, une source de stress en cours d'études, un obstacle à la poursuite aux cycles supérieurs et un facteur qui retarde l'élaboration des projets de vie suite à la diplomation. Malgré que tous s'accordent sur le fait que l'endettement a de nombreux impacts négatifs sur la poursuite des études, peu d'études approfondies ont été faites sur le sujet, lacune à laquelle la FEUQ a remédié.

C'est un portrait inquiétant de l'endettement étudiant au Québec qui est dressé par l'étude de la FEUQ. Sur l'ensemble de la population étudiante à temps plein au premier cycle, 65 % s'endette d'un montant moyen de 13 967 \$, et un étudiant sur quatre accumule plus de 20 000 \$ de dettes. De plus, 35 % des étudiants s'endettent auprès d'institutions financières d'un montant moyen de 8 043 \$.

Coût des études universitaires : vers une spirale de l'endettement étudiant ?

La recherche de la FEUQ a réussi à cibler les déterminants de l'endettement étudiant. Ces déterminants permettent de dresser un portrait précis des étudiants les plus à risque de s'endetter.



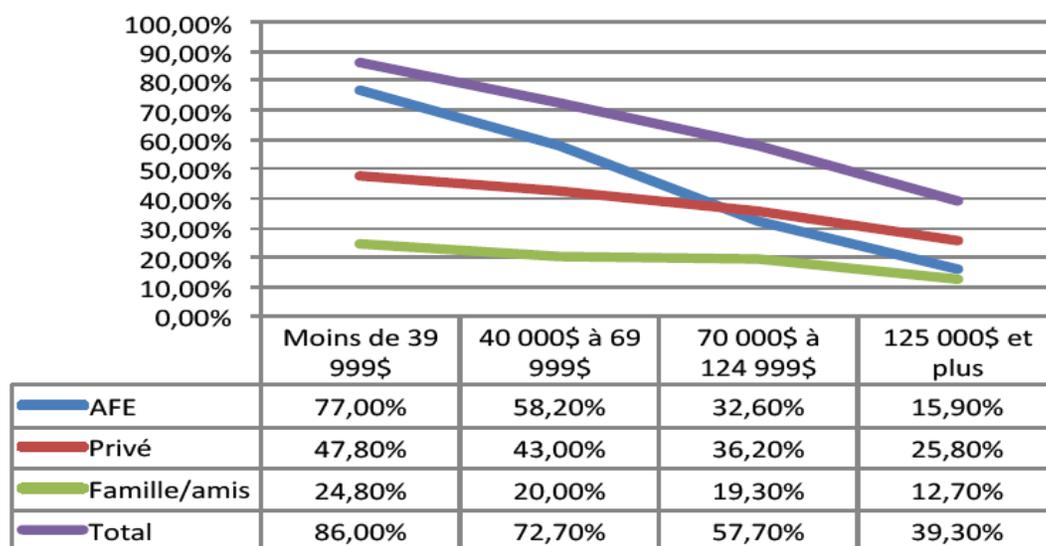
Le constat le plus alarmant dressé par la recherche est sans aucun doute le cumul des sources d'endettement par les étudiants. Alors que 35 % d'entre eux ne cumulent aucune dette, une proportion presque équivalente, soit 36 % a recours à une source d'endettement. Les autres, soit 29 % des étudiants, cumulent deux ou trois sources d'endettement parmi l'Aide financière aux études (AFE), les prêts personnels et les prêts familiaux. Les montants en jeu augmentent d'une façon proportionnelle entre eux dans toutes les combinaisons de cumul des sources observées alors que la proportion de personnes cumulant plusieurs sources ne varie presque pas en fonction du montant cumulé à une ou l'autre des sources. Une petite exception existe avec le prêt familial où la relation avec les autres sources de prêts est négative, laissant entrevoir son utilisation plus grande lorsque l'étudiant a épuisé ses autres recours.

Cette inquiétante situation laisse présupposer l'existence d'une spirale de l'endettement. La nature de nos données ne nous permet malheureusement pas de pousser suffisamment pour affirmer ou informer cette hypothèse.

Les étudiants à risque, les plus endettés

Sans surprise, le revenu familial est un facteur important dans le fait d'être endetté ou non, comme présenté au Graphique 1. Plus de trois étudiants sur quatre en provenance de familles gagnant moins de 40 000 \$ par année sont endettés, pour un montant moyen de 16 620 \$ alors que les étudiants en provenance de milieux plus aisés voient leur endettement moyen diminuer. Ce constat existe à la fois pour les prêts de l'Aide financière aux études et pour les prêts obtenus auprès des institutions financières, deux composantes majeures de l'endettement étudiant.

Graphique 1 : Variation des taux d'endettement par source en fonction du revenu familial



Source : FEUQ 2011. *Endettement étudiant : État des lieux, déterminants et impacts*. Recherchiste : Louis-Philippe Savoie

Parmi les étudiants le plus à risque d'interrompre leurs études, on retrouve les étudiants parents qui sont lourdement touchés par l'endettement. Ils s'endettent dans une proportion de 87,8 % contre 63,4 % si l'étudiant n'a pas d'enfant à charge. Dans le cas de l'endettement privé, c'est dans une proportion de 56,4 % que les étudiants parents s'endettent contre seulement 36,8 % pour le reste de la population étudiante.

La dette attendue de ces derniers est aussi beaucoup plus lourde, soit de près de 20 100 \$ contre 13 445 \$ pour les étudiants sans enfants. En plus de devoir concilier études, famille et souvent travail, les étudiants parents se retrouvent dans une situation financière précaire.

La présence ou l'absence d'une contribution parentale influence fortement le fait d'être endetté. Chez les étudiants recevant une telle contribution, on dénote la présence d'une dette dans 54 % des cas pour un montant moyen de 11 492 \$ alors que pour ceux n'en recevant pas, 80 % sont endettés pour un montant moyen de 16 727 \$, soit 1,5 fois la dette des étudiants recevant une aide parentale. Même si le programme d'aide financière aux études considère que les familles devraient contribuer, malheureusement, de nombreuses familles ne sont pas en mesure de soutenir leurs enfants de par leur revenu trop faible, réduisant du même coup l'aide accordée à l'étudiant. Rappelons que la FEUQ avait démontré récemment que le principalement déterminant du soutien financier parental aux études est le niveau de revenu des parents.

Ce facteur de risque est aussi présent dans le cas des étudiants devant quitter leur région d'origine et ceux n'habitant pas chez leurs parents. Les étudiants ne poursuivant pas leurs études universitaires dans leur région d'origine s'endettent dans une proportion de 74 % alors que dans le cas contraire, cette proportion diminue à 61 %. Le statut de résidence a lui un impact encore plus marqué : seulement 43 % des étudiants habitant chez leurs parents ont recours à l'endettement pour un montant moyen de 8 781 \$ alors que cette proportion est de 74 % chez ceux ayant quitté le domicile familial, leurs prêts atteignant en moyenne 15 278 \$, soit près du double. La raison est évidente : quitter sa région d'origine ainsi que le domicile familial implique plusieurs dépenses importantes (déménagements et abonnements divers) et des dépenses de subsistance souvent plus élevées (loyer, nourriture, etc.)

Le fait d'étudier en région éloignée a aussi une influence sur l'endettement : 76,7 % des étudiants en région s'endettent pour un montant de 15 101 \$ alors qu'à Montréal, ce sont 62 % des étudiants qui doivent s'endetter d'un montant moyen de 13 789 \$. Les étudiants fréquentant une université en région sont, dans une proportion de 70 %, des étudiants de première génération, caractéristique qui a aussi un impact. Ces derniers s'endettent dans une proportion de 71,4 % et d'un montant moyen de 14 713 \$ contre un taux d'endettement de 57,6 % et d'un montant moyen de 12 829 \$ chez les étudiants dont les parents ont fréquenté l'université.



Une aide financière aux études déficiente !

La recherche de la FEUQ met également en lumière les nombreuses lacunes du régime d'AFE. Il est clair que le programme ne parvient pas à subvenir aux besoins des étudiants : plus de 52 % des étudiants recevant des prêts de l'AFE ont aussi des dettes privées.

Ce constat est aussi valide dans une moindre mesure en ce qui concerne les emprunts à la famille ou aux amis : 23,4 % des étudiants sur l'AFE ayant recours à ce type de prêt. Les étudiants sur l'AFE, dont les parents sont généralement en mauvaise posture pour leur offrir un soutien financier important, doivent se tourner vers d'autres sources pour couvrir leurs dépenses, soit, dans le cas présent, les institutions financières, ce qui va à l'encontre de la mission même du programme.

Ce soutien défaillant est encore plus flagrant dans le cas des étudiants-parents. Ces derniers sortent avec une dette moyenne de plus de 20 100 \$, soit 7 500 \$ de plus que les étudiants n'ayant pas d'enfants à charge. Encore une fois, les importantes dépenses que ces parents doivent assumer sont insuffisamment couvertes par l'AFE. Ici aussi, le manque à gagner semble largement être couvert par l'endettement privé.

Travailler pendant ses études : une stratégie pour éviter l'endettement ?

Le travail rémunéré représente la principale source de financement des étudiants, soit 55 % de tous les revenus. À l'automne 2009, c'était plus de 63 % des étudiants qui avaient occupé au moins un emploi rémunéré. Il a été mis en évidence lors de l'étude qu'il est aussi utilisé par les étudiants pour éviter de trop s'endetter. En effet, la présence d'un emploi en cours d'études chez les étudiants est corrélée avec un endettement plus bas. Toutefois, cet endettement existe bel et bien et n'est en rien négligeable : 64,5 % des étudiants occupant un emploi à l'automne 2009 accumulaient également des dettes et 32,6 % avaient recours à une dette privée.

D'importants montants étaient cumulés par ces étudiants soit respectivement 15 403 \$ et 9 563 \$ en moyenne. Il existerait une sensibilité à l'endettement cumulé et anticipé tout au long des études, ce qui inciterait un nombre important d'étudiants à travailler. Or, la littérature démontre que ces emplois ont un impact négatif sur la performance académique et la durée des études.

Conclusion

Les étudiants peinent à payer l'ensemble des frais inhérents à leur scolarité sans s'endetter, et ce avant même la hausse des frais de scolarité de 1 625 \$ annoncée par le gouvernement Charest. Ces derniers vivent de forts stress financiers et sont particulièrement vulnérables face aux institutions financières qui offrent trop peu d'information sur la gestion du crédit et ses obligations.

Face à cette situation, c'est les générations futures qui soit n'iront pas à l'université face à la perspective d'un endettement trop important, soit devront s'endetter lourdement et repousser leurs



projets de fonder une famille, d'acheter une maison, de démarrer une entreprise ou d'entreprendre des études de cycles supérieurs. Encore une fois, les choix du gouvernement Charest en matière d'éducation vont étouffer la classe moyenne et les plus démunis, au détriment de la prospérité et de la qualité de vie des Québécois.

